



NON A LA LOI BLANCHET ! STOP A LA MILITARISATION DE L'ÉCOLE ET A L'EMBRIGADEMENT DE LA JEUNESSE !

L'intersyndicale FO / CGT Educ'Action/ SNES-FSU / SUD Éducation du Lycée Aristide Briand de St Nazaire a pris connaissance du projet de loi Blanchet (examiné au sénat le 2 juin prochain) rendant obligatoire, de la 6eme à la Terminale, un « *enseignement à la défense et à la sécurité globale* » dans les programmes scolaires. En substance, c'est :

- des réservistes militaires autorisés à intervenir comme enseignants dans les établissements
- des cours « à moyens constants », donc au détriment d'autres disciplines
- l'inscription officielle des classes défense dans les parcours scolaires valorisées pour le Bac et Parcoursup (depuis 2017, ces classes sont passées de 160 à 1200 !!)
- un temps de commémoration obligatoire dans les établissements, et ce dès la rentrée 2026
- l'inscription du texte dans le Code de l'Éducation

Le discours est assumé : « *Aimons-nous assez la France pour vouloir inciter nos enfants à l'aimer avec passion et ferveur ?* » (C. Blanchet, en commission, 26 février 2026).

L'INTERSYNDICALE DU LYCÉE ARISTIDE BRIAND DE ST NAZAIRE DIT : « NON ! LE RÔLE DE L'ÉCOLE N'EST PAS DE PRÉPARER À LA GUERRE ! »

L'école n'est pas un outil de recrutement, de conditionnement patriotique. Notre rôle est de former des citoyens et citoyennes libres, critiques, capables de penser le monde, **pas de futurs soldats !**

L'argent existe, il est dans le budget de la guerre, et à St Nazaire nous le savons bien : le 8 mai dernier, près de 2000 lycéens, étudiants, professeurs, professionnels de santé, et plus largement tous ceux et celles qui s'opposent aux budgets de guerre défilaient dans les rues de la ville lors d'une manifestation antimilitariste : la construction du Porte Avion Nouvelle Génération aux chantiers de St Nazaire, c'est + de 12 milliards d'euros...alors qu'on meurt aux urgences de St Nazaire ? Qu'on supprime 4000 postes d'enseignants et 200 postes d'AED à la rentrée 2026 en France? Qu'il fait 37°C dans les chambres d'internat du seul lycée public de la ville, vieillissant, et qui ne sait plus répondre aux besoins des élèves ? C'est pour nous, personnels du lycée, purement inacceptable.

Nos revendications sont claires : ⇒- Retrait de la proposition de loi Blanchet

⇒ ⇒- Retrait du projet de loi d'actualisation de la loi de programmation militaire 2024-2030

-Retrait du guide « acculturer les jeunes à la défense »

⇒ ⇒ -Abandon des classes défenses ⇒- Abrogation du SNV

DE L'ARGENT POUR L'ÉCOLE ET POUR TOUS LES SERVICES PUBLICS, PAS POUR LA GUERRE !